



Rapport de l'OCDE sur la Suisse: globalement de bonnes notes

Par le passé, l'OCDE taçait fréquemment la Suisse dans ses rapports et la pressait de procéder à des réformes. Le rapport 2019 est, cette fois, plutôt favorable et attribue globalement de bonnes notes. Deux domaines font toutefois exception, la réforme de la prévoyance vieillesse et la pollution occasionnée par la mobilité.

L'évaluation positive de l'OCDE n'est pas tombée du ciel: la plupart des indicateurs macroéconomiques sont excellents en comparaison internationale. La prospérité est très élevée, le chômage bas est associé à un taux d'emploi solide, l'État maîtrise ses finances et son endettement est faible. L'OCDE note en outre que les inégalités ne se sont pas renforcées ces dernières années en Suisse. Si les différences de revenus se creusent dans de nombreux États membres de l'OCDE, leur répartition est restée stable en Suisse.

Malgré ces bons indicateurs macroéconomiques, l'OCDE estime que des mesures s'imposent. Une grande partie des recommandations concernent la prévoyance vieillesse. L'OCDE propose ainsi à la Suisse de porter l'âge de la retraite à 67 ans et de l'adapter ensuite à l'espérance de vie, d'assouplir le taux de conversion et, en général, de créer des incitations afin que les individus travaillent plus longtemps. Le rapport propose à cet effet de baisser l'impôt sur le revenu et de relever la TVA. Cela réduirait les effets dissuasifs de l'impôt sur le revenu quant à l'exercice d'une activité lucrative.

NUMÉRISATION: D'AUTRES PROGRÈS SONT NÉCESSAIRES

L'OCDE a également formulé une série de recommandations en matière de numérisation, un domaine dans lequel la Suisse a encore du pain sur la planche. L'État est ainsi invité à développer et à améliorer l'administration en ligne, à promouvoir la formation continue et à faciliter l'immigration de travailleurs hautement qualifiés issus d'États tiers. Afin que le dossier électronique du patient se traduise rapidement par des baisses de coûts dans le domaine de la santé, il devrait aussi être promu au moyen d'incitations financières.

La Suisse obtient également de bonnes notes dans le domaine de l'environnement. Son intensité CO₂ est une des plus basses de l'OCDE. L'industrie a déjà fortement réduit ses émissions. L'OCDE estime toutefois que des mesures s'imposent toujours dans le domaine de la mobilité et propose d'adapter l'impôt sur les importations automobiles. Celui-ci ne serait plus perçu en pour-cent de la valeur, mais en intégrant l'impact environnemental du véhicule.

TOUTES LES PROPOSITIONS NE SONT PAS RÉALISABLES

On peut s'étonner, au premier regard, que l'OCDE ne demande pas explicitement la signature de l'accord institutionnel avec l'UE. Sur ce point, le rapport reste purement factuel: la situation actuelle entraîne une insécurité juridique pour les entreprises et menace potentiellement l'attrait de la place économique suisse. Si l'OCDE renonce à formuler une recommandation concrète concernant ce dossier, cela signifie probablement qu'elle ne souhaite pas s'immiscer dans un débat politique très émotionnel.

Toutes les propositions de l'OCDE ne sont pas réalisables concrètement. Ainsi, le passage de l'impôt sur le revenu vers la TVA échouera probablement en raison du fédéralisme financier. Quant au relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans, il est réalisable mais reste très difficile à introduire politiquement. Pourtant, la prévoyance vieillesse doit être réformée, cela ne fait pas de doute. Economiesuisse espère que le nouveau Parlement ne reportera pas cette question et qu'il dotera la prévoyance vieillesse de bases durables.

[Plus d'informations sur le thème de la réforme de la prévoyance vieillesse](#)